

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 27 (1935)
Heft: 7

Artikel: Au Conseil général de la F.S.I.
Autor: Meister, M.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-384021>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 18.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

a cette conviction, on agit en conséquence en prouvant son attachement par des actes et non seulement par de vaines paroles.

Les résultats de la Conférence sont assez décevants. L'échec des quatre conventions sur la durée du travail a produit une amère désillusion dans les masses ouvrières. Ces conventions seront reprises l'année prochaine avec les autres activités industrielles que la Conférence demande au Conseil d'administration d'ajouter à l'ordre du jour pour faire l'objet d'une convention et que nous avons citées plus haut. C'est donc le problème de la diminution du travail dans son ensemble qui se posera à nouveau. Il faut espérer, comme l'a dit Jouhaux dans son discours final, « que l'année prochaine les organisations ouvrières auront trouvé dans la décision de principe adoptée par la Conférence, la plateforme indispensable à l'action à entreprendre au sein de chaque pays et à l'harmonisation de cette action nationale dans une activité internationale qui aura pesé sur les gouvernements et sur les patrons pour leur imposer la réalisation de la semaine de 40 heures. »

Répétons aussi ce que nous avons toujours dit: le Bureau international du travail ne peut que refléter la force que représente le mouvement syndical dans tous les pays. Il en est le baromètre. Renforçons donc sans relâche nos syndicats et la victoire couronnera nos efforts.

Au Conseil général de la F. S. I.

Par *M. Meister.*

La session du Conseil général de la Fédération syndicale internationale s'est tenue cette année du 21 au 24 mai 1935 à la Maison du peuple de Copenhague. Les Centrales nationales suivantes s'étaient fait représenter: Belgique, Danemark, Esthonie, Finlande, France, Grande-Bretagne, Luxembourg, Pays-Bas, Suède, Suisse et Tschécoslovaquie. Les délégués de la Centrale nationale norvégienne, non affiliée à la F. S. I., assistèrent également à la session. Comme invités figuraient H. Butler, directeur, et A. Stahl du Bureau international du travail ainsi que les camarades F. Adler et A. Anderson de l'Internationale socialiste ouvrière.

A la suite d'un empêchement, le président de la F. S. I., camarade Citrine, n'étant arrivé à Copenhague que le troisième jour, la session fut ouverte par le camarade Jouhaux. Le premier ministre Stauning adressa ensuite la bienvenue aux délégués et le camarade Jensen, représentant de l'Union syndicale du Danemark, parla à son tour des difficultés économiques de l'heure et de la manière satisfaisante dont le mouvement syndical se développe au Danemark.

Le camarade Schevenels, secrétaire général, commenta le rapport d'activité 1933/34. Il fit ressortir en particulier le fait, que

malgré la crise qui règne dans tous les pays et malgré le chômage qui en découle, les diverses centrales nationales sont tout de même parvenues à augmenter leurs effectifs au cours de l'exercice. La F. S. I. a pu en outre nouer de nouvelles relations avec des organisations syndicales de divers pays. Un événement qui mérite d'être signalé est l'affiliation de l'Union syndicale de Dantzig. Le rapport et les renseignements fournis par le camarade Schevenels donnèrent lieu à un vif débat au cours duquel il fut particulièrement question du problème des réfugiés politiques; à cette occasion de nombreuses propositions furent faites. Le rapport ainsi que les comptes annuels furent approuvés à l'unanimité.

Après l'exposé du rapport de la F. S. I. le camarade Stolz, secrétaire, rapporta à son tour sur l'œuvre d'éducation ouvrière et proposa la création d'une Centrale internationale au sein même du secrétariat de la F. S. I. afin d'intensifier cette activité. Son exposé ainsi que sa proposition furent approuvés par le Conseil général et le camarade Stolz fut chargé de s'occuper de la direction de cette Centrale internationale d'éducation ouvrière.

Au cours de la session, un chapitre spécial fut réservé à la question de la lutte contre le fascisme. Le camarade Schevenels exposa tout d'abord ce qui a été fait à ce sujet en Autriche, exposé qui donna lieu à une discussion très agitée au cours de laquelle de nombreuses propositions furent présentées. En remplacement du collègue Citrine, le camarade Hicks parla de la lutte contre le fascisme. Il cita entre autres les résultats obtenus par le boycott international dirigé contre l'Allemagne hitlérienne et il proposa de l'intensifier. *La résolution suivante contre la terreur hitlérienne fut approuvée à l'unanimité.*

« Les persécutions et les arrestations massives redoublent en Allemagne. Des milliers d'honnêtes gens et de syndicalistes séjournent depuis des années dans les prisons et les camps de concentration, en butte aux pires brutalités. Bien loin de s'atténuer, le terrorisme croît en Allemagne hitlérienne et chaque jour les méthodes brutales de domination insultent davantage aux lois de l'humanité.

Le Conseil général de la F. S. I. réuni en session à Copenhague les 21, 22 et 23 mai 1935, appelle très sérieusement l'attention de l'opinion mondiale sur ces faits. Il faut que le lâche assassinat du militant syndicaliste Husemann donne lieu, au monde civilisé tout entier, à élever ses protestations indignées contre la dictature hitlérienne et ses méthodes gouvernementales, érigeant le meurtre en moyen politique. Le Conseil général de la F. S. I. convie tous les démocrates et tous les esprits attachés à la liberté, à condamner avec lui la dictature hitlérienne, à renforcer le boycottage et à mobiliser toutes les forces pour amener la libération de toutes les victimes du fascisme.

Le Conseil général de la F. S. I. demande la création d'une commission internationale d'enquête sur les atrocités hitlériennes.

riennes, exprime aux hommes, femmes et adolescents qui luttent héroïquement contre la dictature hitlérienne l'assurance de sa profonde sympathie, demande que cette lutte soit vigoureusement encouragée et invite tous les partisans de la civilisation, tous les gouvernements et institutions démocratiques à appuyer énergiquement les revendications de la F. S. I. et à aider à leur réalisation grâce à la pression de l'opinion publique universelle. »

Le camarade Mertens présenta ensuite un rapport sur l'activité du groupe ouvrier au Bureau international du travail à Genève et rappela tout d'abord les tâches qui lui incombent : La convention des 40 heures, les mesures de protection en faveur des jeunes chômeurs et les vacances payées, questions traitées par la Conférence internationale du travail de cette année et qui intéressent vivement les membres. Cet exposé donna également lieu à une discussion nourrie lors de laquelle il fut question de la tactique à suivre par les représentants de la F. S. I. dans le groupe ouvrier à Genève.

La dernière séance fut consacrée à la lutte contre la guerre et les armements. Dans le discours qu'il prononça à ce sujet, le camarade Jouhaux déclara qu'il faut en rester comme par le passé à la sécurité collective au sein de la Société des nations. Il rappela en outre l'action de la F. S. I. et de l'I. S. O. déployée il y a déjà quelques années en vue de ce même but et déclara que la F. S. I. devait collaborer à l'organisation d'une Conférence générale du désarmement. Si l'Allemagne devait refuser à y participer, la Conférence aurait alors pour tâche de mobiliser le monde entier contre l'Allemagne hitlérienne.

Lors de la discussion les membres se prononcèrent en faveur d'une propagande intensive contre la guerre et demandèrent la publication de solutions claires et précises contre la guerre. Il fut décidé à l'unanimité de charger le Bureau de prendre, en collaboration avec l'I. S. O., toutes les mesures nécessaires pour encourager le mouvement contre la guerre et pour que le mouvement ouvrier deviennent le véritable promoteur de la paix.

Au sujet de l'unité syndicale, le Conseil général adopta en fin de session une résolution qui confirme l'attitude observée par la F. S. I., approuve la manière d'agir du Bureau et mentionne que la F. S. I. a déjà exprimé son point de vue lors de la session de Weymouth, point de vue qu'il n'y a pas lieu de modifier pour le moment.

La prochaine session du Conseil général de la F. S. I. aura lieu à Londres, car selon des décisions antérieures, le prochain congrès syndical de 1936 se tiendra également dans cette ville.

Après une brève discussion sur le rapport du secrétariat concernant les Centrales professionnelles, le président, camarade Citrine, clôtura la session en remerciant les délégués de l'attention soutenue dont ils ont fait preuve durant cette session.